

31 octobre 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-turques et sur la situation en Irak et en Syrie, à Paris le 31 octobre 2014.

Mesdames, Messieurs,

J'avais souhaité, il y a quelques jours, lors d'une conversation téléphonique avec le Président ERDOGAN, qu'il puisse venir à Paris pour évoquer notamment la situation en Irak et en Syrie, et revenir sur notre coopération bilatérale à la suite de la visite d'Etat que j'ai effectuée à Ankara il y a quelques mois. Je veux revenir sur ces différents sujets et sur la relation que nous avons, à tous les points de vue excellente, avec la Turquie.

Je reviens d'abord sur la situation en Irak et en Syrie.

En Irak, nous voulons, c'est la position de la France depuis le départ, qu'il y ait une lutte efficace contre Daesh qui puisse rassembler toutes les parties prenantes. Nous sommes conscients qu'il n'y aura pas de reconquête des territoires qui sont occupés par Daesh s'il n'y a pas, au-delà d'un gouvernement inclusif, la mobilisation de tous, c'est-à-dire des Irakiens eux-mêmes dans toutes leurs composantes, dans toute leur diversité. La France a décidé d'intervenir en Irak en appui aérien de l'armée irakienne, et également là où il y a des conflits ouverts, en appui des kurdes d'Irak, pour leur apporter non seulement le soutien aérien mais également la formation nécessaire.

En Syrie, nous sommes conscients qu'il y a deux adversaires : Daesh et Bachar El-ASSAD qui continue de bombarder la population civile, y compris des femmes et des enfants. Il y a même une forme d'alliance objective entre Daesh et le régime syrien. C'est pourquoi, nous faisons en sorte de former, d'appuyer l'armée libre de Syrie. C'était d'ailleurs le sens de la conversation que nous avons eue avec le Président ERDOGAN parce que nous sommes sûrs qu'il n'y aura, là-encore, de victoire quelles que soient les actions de la coalition notamment à Kobané que si l'armée syrienne libre, c'est-à-dire l'opposition démocratique reçoit les soutiens nécessaires. Nous avons regardé comment nous pourrions, dans le cadre de la coalition et de ce que nous avons à faire avec la Turquie, examiner la mise en place de zones de non survol d'avion et des zones aussi où nous pourrions apporter les appuis nécessaires de formation et de matériels à l'armée libre de Syrie.

Voilà ce que j'ai voulu avec le Président ERDOGAN évoquer sur la Syrie et sur l'Irak. Nos ministres des Affaires étrangères vont travailler dans cette direction notamment pour les zones qui doivent être fixées.

Nous avons aussi parlé de nos relations bilatérales. Un certain nombre de décisions avaient été prises lors de mon déplacement : le développement de notre commerce, l'ouverture des marchés, un certain nombre de dossiers sur lesquels nous sommes partie prenante. Je sais que le Président ERDOGAN avait fait en sorte que, notamment sur la question du nucléaire civil, la France puisse revenir. Cela a été le cas dans une coopération avec le Japon. De la même manière sur un certain nombre de matériels, sur un certain nombre de projets, notamment d'infrastructures de transport, il y a de grands progrès dans la relation économique entre la Turquie et la France.

Sur les négociations des chapitres, pour que la Turquie puisse avoir un dialogue sincère avec l'Europe, il ne s'agit pas de savoir s'il y aura une adhésion. Il s'agit de savoir si elle est possible. Elle n'est concevable que s'il y a des négociations. Des chapitres avaient été ouverts dans le passé, puis il y a eu une longue période de suspension. Un chapitre a été de nouveau ouvert sur

passé, puis il y a eu une longue période de suspension. Un chapitre a été de nouveau ouvert sur les politiques régionales. Mais j'ai toujours considéré qu'il était possible d'ouvrir les chapitres notamment la justice, les droits de l'homme, la sécurité au niveau européen. C'est le message que j'ai passé.

Enfin sur le plan des échanges culturels, universitaires, je me souviens encore de mon déplacement. Là-aussi, il y a de grands progrès qui ont été constatés. Cette visite, bien sûr rapide, du Président ERDOGAN vient après d'autres. Elle vient après une réunion qui, à mon avis, a été plus fructueuse qu'il n'y paraît, entre ce que nous appelons le « groupe de Minsk » qui concerne le Haut-Karabagh et l'Azerbaïdjan et l'Arménie. J'y ai passé toute la journée de lundi et cela a été à mon sens positif. Parce que même si nous restons sur des principes pour régler cette question, il y a beaucoup de points communs qui nous unissent et nous avons pu avancer. Je sais que la Turquie y est aussi attentive.

Voilà le sens de ce déplacement, et nous aurons d'autres rencontres aussi bien ici, que dans des réunions internationales.

Nous avons quand même un objectif : faire en sorte que nous puissions lutter contre Daesh, lutter contre le terrorisme, apporter une stabilité et une sécurité, et il y a urgence. Il y a là un cri d'alerte, qu'il faut lancer. Il n'y a pas que Kobané, il y a aussi d'autres villes en Syrie qui sont menacées, d'autres villes en Irak. Toute la communauté internationale doit se mobiliser par rapport à ce danger.

Comme le Président ERDOGAN m'invite à reprendre la parole, je vais le faire.

D'abord sur Kobané, il n'y a pas que Kobané et le Président ERDOGAN a raison, il y a d'autres villes qui sont aujourd'hui menacées par Daesh en Syrie. Pour nous la ville clé parmi toutes les villes, c'est Alep. Nous faisons donc en sorte d'appuyer, comme nous l'avons toujours dit, l'armée syrienne libre et l'opposition démocratique pour que nous puissions leur apporter tout le soutien nécessaire par rapport à cet enjeu.

Il y a aussi Kobané. Même si cette ville a été vidée de sa population, il y a la nécessité de lui apporter les renforts nécessaires. Nous faisons là-dessus confiance à la Turquie pour que les mouvements puissent se faire.

Le second sujet, c'est l'Europe. C'est vrai qu'il y a eu des blocages dans la discussion entre la Turquie et l'Union européenne, qui ne venaient pas que de la France d'ailleurs et qui portent sur des sujets extrêmement difficiles. Même si comme je l'ai dit, il ne s'agit pas de savoir si la Turquie va adhérer ou non mais de savoir si nous pouvons avancer sur un certain nombre de sujets.

J'ai été précis sur les chapitres 23 et 24. Nous pouvons avancer comme il a été démontré d'ailleurs que nous l'avons fait sur les politiques régionales. Nous ne faisons aucune conditionnalité.

Et puis pour nous, le rapport avec la Turquie, bien sûr c'est un rapport global : il y a ce qui se passe au niveau européen et au niveau mondial, mais il y a aussi la relation bilatérale qui en elle-même doit être portée à son plus haut niveau. Nous en avons parlé parce qu'il y a beaucoup de sujets : aéronautique, défense, agroalimentaire, où nous pouvons au-delà même du nucléaire civil, ce qui est un point important, progresser encore dans nos échanges.

Je vais saisir cette occasion qui m'est donnée de ce rendez-vous avec la presse pour parler aussi de la conférence sur le Climat. Nous allons avoir des responsabilités communes dans l'année 2015. La France, parce qu'elle va réunir cette conférence à la fin de l'année 2015 et la Turquie parce qu'elle va avoir une responsabilité au sein du G20. Nous pouvons faire en sorte de porter les mêmes objectifs et là-dessus, nous sommes en plein accord. La Turquie est également consciente que nous devons trouver un accord global à la fin de l'année 2015.

Il y a ensuite ce qui se passe au Burkina Faso, qui est un pays ami de la France. Il y a eu un certain nombre de manifestations, de rassemblements et une tension maximale. La France contribue et veut contribuer à l'apaisement dans ce pays. Dans ce pays de l'Afrique de l'ouest, pour nous si décisive, où il se passe tant de choses, y compris la lutte contre le terrorisme, la sécurité et également éviter qu'Ebola puisse se répandre. Pour les liens qui nous unissent au Burkina Faso, pour la stabilité de la région, la France contribue à l'apaisement. Je suis sûr que le

Président COMPAORÉ, dans les heures qui viennent, prendra les bonnes décisions pour parvenir à cet apaisement nécessaire.

Enfin, au moment où j'étais avec le Président ERDOGAN, j'apprenais qu'un incendie extrêmement grave est en train de se produire à la maison de la Radio. Nous n'avons pas constaté et heureusement de victimes. Tout a pu être évacué. Les forces de la protection civile sont en pleine intervention et nous ne connaissons pas encore l'ampleur des dommages mais ils paraissent considérables.

Le Gouvernement et l'ensemble des administrations concernées sont à l'uvre, et nous pensons en terminer avec cet incendie dans la journée. C'est en plein Paris, un traumatisme extrêmement grand, par rapport à cet édifice qui est symbolique, qui est un édifice qui avait été voulu par le Général de Gaulle en 1964. Nous en avons célébré le 50ème anniversaire, il y a des travaux qui étaient en cours Je ne sais pas si c'est la cause de l'incendie, mais je suis très attentif, très mobilisé par rapport à ce qui se passe en ce moment même en plein Paris.

Je remercie encore, le Président ERDOGAN pour sa venue. Elle sera annonciatrice d'autres décisions, parce que nous sommes pleinement mobilisés par rapport à la lutte contre Daesh. C'est ce qu'a dit le Président ERDOGAN, il n'y a pas de doute à avoir, ni sur la lutte que nous devons mener par rapport à Daesh, ni sur le rapport que nous avons avec le régime de Bachard El-ASSAD. Ce sont deux facteurs de guerre et de désordre.

Merci